

*Tribunal
administratif
du travail*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2021 – 2022

**Demandes de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Liste des questions

- RP1 Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir les prévisions pour 2021-2022.
- RP2 Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2020-2021, en indiquant pour chacun :
- a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.
- RP3 Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et pour chaque organisme qui en relève en 2020-2021. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
- RP4 Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2020-2021. Fournir :
- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des membres du conseil d'administration;
 - c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
- RP5 Pour chaque programme créé en 2020-2021, fournir la liste des employés affectés, quel que soit leur statut, par programme et par région.
- RP6 Fournir les montants ventilés pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction :
- a) les frais de déplacement;
 - b) les frais de représentation;
 - c) les frais de repas;
 - d) les frais de voyage;
 - e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
- RP7 Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que pour chaque organisme qui en relève. Fournir :
- a) la liste complète en indiquant les coûts;
 - b) le sujet;

- c) le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis;
 - d) la date de réception.
- RP8 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :
- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
- RP9 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :
- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
 - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
 - f) le montant total des sommes dépensées dans la traduction des documents de communication, et les langues vers lesquelles ces documents ont été traduits.
- RP10 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme :
- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
 - c) le montant qui leur a été accordé.
- RP11 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020 et 2020-2021, l'âge des créances et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2021-2022.
- RP12 Liste et copie de toutes les recherches et rapports commandés en 2020-2021 en incluant les coûts, les appels d'offres et les contrats de gré à gré.
- RP13 Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
- RP14 Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir :
- a) la liste des contrats octroyés;
 - b) le nom des firmes retenues;
 - c) les langues vers lesquelles les documents ont été traduits;

- d) les coûts.
- RP15 Fournir la liste des formations, conférences, ateliers, accompagnement ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer :
- a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
- RP16 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022 :
- a) le nom de toutes les campagnes;
 - b) les coûts de ces campagnes;
 - c) le nom des firmes ou des professionnels retenus pour les réaliser ;
 - d) le territoire de diffusion;
 - e) le média choisit pour la diffusion;
 - f) les dates de diffusion de la campagne ;
 - g) les objectifs visés par chaque campagne;
 - h) les programmes auxquels ces campagnes sont associées ;
 - i) les campagnes des parties prenantes auxquelles le ministère a contribué financièrement.
- RP164 Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux pour 2020-2021 et indiquer les précisions pour 2021-2022.
- RP165 Nombre d'ETC (équivalent temps complet) affectés à travers les organismes du ministère à la résolution de conflits en incluant les informations suivantes :
- a) parties impliquées dans le conflit;
 - b) nombre d'ETC affectés à ce conflit spécifique;
 - c) date de début du conflit;
 - d) date de retour de fin du conflit.
- RP166 Le nombre d'effectifs, par catégorie d'emploi, pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
- RP167 Ventilation du budget de fonctionnement du Tribunal administratif du travail pour 2020-2021, spécifiant les dépenses additionnelles encourues à cause du télétravail en temps de pandémie. Prévisions pour 2021-2022.
- RP168 Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par le Tribunal administratif du travail pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
- RP169 Copie des avis et directives émis en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail pour 2020-2021.
- RP170 Liste des nominations effectuées au Tribunal administratif du travail pour 2020-2021.
- RP171 Nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions pour 2020-2021.

- RP172 Fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant le TAT pour 2020-2021.
- RP173 Indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances pour 2020-2021.
- RP174 Délais de traitement des dossiers pour 2020-2021, ventilés par secteur. Prévisions pour 2021-2022.
- RP175 Nombre de dossiers accusant un retard à cause du télétravail résultant de la pandémie, pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
- RP176 Selon le Code du travail ou les normes du travail, le nombre de conciliations pré décisionnel effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées) pour 2020-2021.
- RP177 Par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, le délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne) pour 2020-2021.
- RP178 Nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
- RP179 Nombre de dossiers traités par médiateur/conciliateur pour 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
- RP180 Nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues relativement aux services essentiels pour 2020-2021.
- RP181 Le nombre et la nature des décisions rendues pour 2020-2021, par secteur d'intervention.
- RP182 Mesures de réparation imposées pour 2020-2021.
- RP183 Nombre de dossiers relatifs aux lésions professionnelles ouverts par division, nature de ces dossiers et délai moyen de traitement pour 2020-2021.
- RP184 Délai moyen entre le dépôt d'un appel et la décision, et nature des décisions, dans les dossiers relatifs aux lésions professionnelles pour 2020-2021.
- RP185 Liste des représentants patronaux et syndicaux et des assesseurs reconnus en indiquant le total des frais et honoraires remboursés pour 2020-2021.
- RP186 Nombre de conciliateurs et nombre d'ententes hors cour entérinées par le tribunal pour 2020-2021.
- RP187 Nombre et pourcentage de désistements enregistrés et principaux motifs invoqués pour 2020-2021.
- RP188 Nombre de remises demandées par les employeurs, le TAT ou les travailleurs pour 2020-2021.
- RP189 Nombre d'avis traités par le BEM qui ont été renversés pour 2020-2021.

- RP190 Pourcentage de décisions donnant gain de cause aux demandeurs et pourcentage donnant gain de cause aux appelants pour 2020-2021.
- RP191 Nombre de plaintes logées au TAT et nature des plaintes pour 2020-2021.
- RP192 Ventilation détaillée des sommes allouées au Fonds du Tribunal administratif du travail pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
- RP193 Les crédits dédiés ainsi que les copie des études, analyses, recherches, sondages, et nombre de plaintes et procédures judiciaires en suivi de l'adoption du projet de loi 33, *Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic.*
- RP194 Depuis le 30 octobre 2019, veuillez fournir :
- a) les crédits supplémentaires nécessaires au fonctionnement du TAT;
 - b) le nombre total de postes supplémentaires à combler ventilé par :
 - régions;
 - directions;
 - poste;
 - c) les dettes engendrées par le Tribunal;
 - d) le nombre de demandes, de causes et de litiges supplémentaires à traiter;
 - e) les besoins de locaux, biens matériels et tous autres éléments afin de répondre aux nouvelles fonctions du Tribunal.
- RP195 Concernant les contestations, veuillez fournir le pourcentage ainsi que le nombre de décisions en faveur de l'employeur et en faveur de l'employé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP1

SOMMES DÉPENSÉES PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ). FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021.

LOGICIELS	
Achat	137 644 \$
Entretien	424 281 \$
MATÉRIEL	
Achat	56 414 \$
Entretien	52 156 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel du Tribunal)	2 460 277 \$
Externes (entretien du système de mission)	80 351 \$
CSPQ et MTESS	257 834 \$
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
CSPQ	531 852 \$
Externes	153 367 \$
TOTAL	4 154 176 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP2

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2020-2021, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021, six comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour examiner le renouvellement du mandat de certains membres (juges administratifs) ou pour des comités de sélection. Les personnes suivantes ont fait partie de l'un ou l'autre des comités :

Nom	Honoraires	Frais de déplacement
Jean-François Jobin	600,00 \$	27,64 \$
Louise Bélanger	164,93 \$	0,0 \$
Marie-Claude Rigaud	250,00 \$	0,0 \$
Daniel Lapointe	403,68 \$	0,0 \$
Gilles Doyon	600,00 \$	0,0 \$
Martine Valois	750,00 \$	0,0 \$
François Bélanger	599,00 \$	0,0 \$
Hélène Grenier	511,40 \$	0,0 \$
Lucie Lauzière	800,00 \$	0,0 \$
Philippe M. Gariépy	241,33 \$	0,0 \$
Sophie Morin	200,00 \$	0,0 \$
Mathieu Proulx	357,64 \$	508,80 \$
Total	5 477,98 \$	536,44 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP3

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET POUR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2020-2021. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

Données disponibles au 28 février 2021 :

2020-2021				
	Nombre d'employés occasionnels	Pourcentage d'employés occasionnels	Nombre d'employés devenus permanents	Pourcentage d'employés devenus permanents
BP	-	-	-	-
DGSA	3	12 %		
DGTP	2	7 %		
DSJ	2	25 %	1	50 %
VPO-SST	24	13 %		
VPO-RT	13	19 %	4	31 %
VPQC	3	12 %		

BP : Bureau de la présidente

DGSA : Direction générale des services administratifs

DGTP : Direction générale des technologies et du pilotage

DSJ : Direction des services juridiques

VPO-SST : Vice-présidence des opérations – Division santé et sécurité du travail

VPO-RT : Vice-présidence des opérations – Divisions relations du travail, services essentiels et construction et qualification professionnelle

VPQC : Vice-présidence de la qualité et de la cohérence

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP4

POUR CHACUN DES ORGANISMES, INDIQUER LES AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2020-2021. FOURNIR :

- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des membres du conseil d'administration;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

Voici les données relatives à la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Nom	Prénom	Corps d'emploi	Poste
Désaulniers Drouin	Mylène	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Hoyle	Blanca-Maria	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Thibault	Suzie	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Bélanger	Claire	104	Agent d'information
Gagné-Fortin	Sofie-Jeanne	104	Agent d'information
Jacob	Céline	104	Agent d'information
Lagacé	Julie	104	Agent d'information
Lemelin	Bianka	104	Agent d'information
Talbot	Véronique	104	Agent d'information
Adam	Gisèle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Arsenault	Myriam	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrette	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrionuevo	Erika	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Blais	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Blouin	Virginie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bordeleau	Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourassa	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Brzezinska	Danuta	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

...2

Béland	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bélanger	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Cameus	Vanessa	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Caron	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Charbonneau	Louis	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Cornell	Dustin	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Corriveau	Line	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Coutu	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Côté	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
D'Alessandro	Stéphanie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Deguire	Suzanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Desjardins	Martin	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Do Rego Barros	Maria Dulce	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Doiron	Marie-Claude	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Doray	François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Dubreuil	Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Dulude	Christyan	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Farner	Carole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Flageol	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Franche	Julie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frappier	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frenette	Colombe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Kathleen	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagné	Magali	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gamache	Annick	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gaudreault	Alexandre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

...3

Gendron	Ariane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gervais	Paul	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gilbert	Léa	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gratton	Julien	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Grégoire	Chantal	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Hamel	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Harton	Jimmy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Huot	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Julien	Tony	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Landry	André-Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Landry	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Langlois	Hugo	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Laplante	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Larivière	Gabriel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Diane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Mathieu	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lebel	Eric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lefebvre	Marie-Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lehoux	Amélie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lespérance	Sonia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lessard	Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Leverone	Hélène	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lima	Juliana	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Madore	Nicole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Marseille	Vicky	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Martin	Jamie-Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Papillon	Josiane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Paquet	Marie-Catherine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Patenaude	Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Perrin	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

...4

Pigeon	Sylvie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Riffou	Sara	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Rodrigue	Roger	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Roy	André	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Scullion	Debra	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Simard	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Soudir	Patricia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Germain	Samantha	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Yves	Hugo	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Séguin	Michel G.	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tartier	Christine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Théorêt	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Jean-François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tremblay	Danielle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tremblay	François-Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Trudel	Marie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Vallières	Suzy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Verret	Nancy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Adams	David	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Audard	Antonin	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bailly	Chantal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Beaudoin	Manon	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Beniaich	Rachid	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bouchard	Alexandre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Brochu	Caroline	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Brochu	Steve	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bédard	Claude	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Canuel	Frédéric	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Dion	Serge	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs

...5

Houde	Pierre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
McCarthy	Christian	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Mercier	Pascal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Ngoupé	Éric Lunaud	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Tran	Anh Tuan	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Turcotte	Édith	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Henrion	Stéphane	111	Attaché d'administration
Gailloux	Jonathan	112	Bibliothécaire
Bargoné	Linda	115	Avocat
Bernier	Marie-France	115	Avocat
Bolduc	Étienne	115	Avocat
Bond Roussel	Geneviève	115	Avocat
Boumati	Assirem Amal	115	Avocat
Charbonneau	Édith	115	Avocat
Côté	Luc	115	Avocat
Douville	Geneviève	115	Avocat
Joncas-Blanchet	Audrey	115	Avocat
Labbé	Marie-Hélène	115	Avocat
Laberge	Marie-Claude	115	Avocat
Lalancette	Luba	115	Avocat
Lapierre	Marie-Jo	115	Avocat
Lindsay	Stéphanie	115	Avocat
Rousse	Denis	115	Avocat
Roussin	Marie-Claude	115	Avocat
Vadeboncoeur	Dominique	115	Avocat
Arpin	Marie-Hélène	120	Médecin
Beaudry	Jean-Marc	120	Médecin
Bélanger	Serge	120	Médecin
Couture	Daniel	120	Médecin
Dansereau	Jean-Yves	120	Médecin
Dubois	Manon	120	Médecin
Dumais	Huguette	120	Médecin
Fazal Karim	Karima	120	Médecin
Gagnon	Johanne	120	Médecin
Landry	Yves	120	Médecin
Lejeune	Dominique	120	Médecin
Martin	Martine	120	Médecin
Molina-Negro	Pedro	120	Médecin
Morin	Jean	120	Médecin
Perron	André	120	Médecin
Verrette	Sylvie	120	Médecin
Lemelin	Sylvie	125	Traducteur
Abou Zeid	Roger	200	Agent de bureau
Aubin	Sylvie	200	Agent de bureau
Beauvais	Bernadin	200	Agent de bureau
Boissonnault	Charles-Étienne	200	Agent de bureau
Braccio	Angela	200	Agent de bureau
Champagne	Nancy	200	Agent de bureau
Chams Eddine	Hasnaâ	200	Agent de bureau
Chapelle	Sandrine	200	Agent de bureau
Claude	Carole	200	Agent de bureau
Cos	Cecilia	200	Agent de bureau

...6

Denault	Cynthia	200	Agent de bureau
Desharnais	Julie	200	Agent de bureau
Dion	Hélène	200	Agent de bureau
Garneau	Claude	200	Agent de bureau
Guzman-Arambulo	Alexandra	200	Agent de bureau
Idrissi Oudrhiri	Rachid	200	Agent de bureau
Jouadi	Yassine	200	Agent de bureau
Laferrière	Adam	200	Agent de bureau
Laframboise	Christine	200	Agent de bureau
Lagacé	Brigitte	200	Agent de bureau
Lajoie	Janick	200	Agent de bureau
Leroux	Pascale	200	Agent de bureau
Loranger	Sylvie	200	Agent de bureau
Lortie	Chantale	200	Agent de bureau
Lévesque	Josée	200	Agent de bureau
Mbodji	Amadou	200	Agent de bureau
Messaoudi	Nadia	200	Agent de bureau
Nguyen	Tin Phuong Trinh	200	Agent de bureau
Pageau	Anthony	200	Agent de bureau
Phan	Fanny	200	Agent de bureau
Porubova	Alla	200	Agent de bureau
Quesnel	Francine	200	Agent de bureau
Raymond	Nathalie	200	Agent de bureau
Renaud	Aude	200	Agent de bureau
Robertson	Alexie-Ann	200	Agent de bureau
Salvas	Eveline	200	Agent de bureau
St-Félix	Jude	200	Agent de bureau
St-Germain	Geneviève	200	Agent de bureau
Tabbah	Wafa	200	Agent de bureau
Zugrav	Oana-Maria	200	Agent de bureau
Carrier	Lorraine	217	Bibliotechnicien
Laliberté Adams	Linda-Marie	217	Bibliotechnicien
Roberge	Marie-Claude	217	Bibliotechnicien
Alarie	Ginette	221	Agent de secrétariat
Amaan	Naoual	221	Agent de secrétariat
Audet	Noémie	221	Agent de secrétariat
Badinga	Lubata Edwige	221	Agent de secrétariat
Beauséjour	Josée	221	Agent de secrétariat
Benito	Gwladys	221	Agent de secrétariat
Blanchard	Carmen	221	Agent de secrétariat
Boucher	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Brebel	Cécile	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Gisèle	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Camiré	Anick	221	Agent de secrétariat
Caron	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Chamberland	Lise	221	Agent de secrétariat
Clermont	Myriam	221	Agent de secrétariat
Cruz	Janet	221	Agent de secrétariat
Côté	Mélissa	221	Agent de secrétariat
Dauphin	Julie	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Jeanne	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Johanne	221	Agent de secrétariat
Desparois	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Drapeau	Marthe	221	Agent de secrétariat
Dufour	Josée	221	Agent de secrétariat

...7

Fortin	Ginette	221	Agent de secrétariat
Gaudreault	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Gauthier	Valérie	221	Agent de secrétariat
Gingras-Racine	Chantal	221	Agent de secrétariat
Girard	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Gravel	Louise	221	Agent de secrétariat
Hamel	Alain	221	Agent de secrétariat
Hébert	Marjolaine	221	Agent de secrétariat
Kandé	Danielle	221	Agent de secrétariat
Lajeunesse	Andrée	221	Agent de secrétariat
Lebeau	Marie-Pier	221	Agent de secrétariat
Leblanc	Suzie	221	Agent de secrétariat
Leblond-Ringuette	Mélanie	221	Agent de secrétariat
Lefaivre	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Lessard Patry	Karina	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Constance	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Julie	221	Agent de secrétariat
Lossignol	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Léger	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Marcoux	Josée	221	Agent de secrétariat
Marois	Annie	221	Agent de secrétariat
Martel	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Matte	Martine	221	Agent de secrétariat
Mokoko	Patricia	221	Agent de secrétariat
Moulin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Mwenge Mayeeng	Sandra	221	Agent de secrétariat
Noreau	Sophie	221	Agent de secrétariat
Odou	Koko Agbanè	221	Agent de secrétariat
Pageau	Émilie	221	Agent de secrétariat
Parent	Nicole	221	Agent de secrétariat
Pelletier	Andréanne	221	Agent de secrétariat
Pepin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Perreault	France	221	Agent de secrétariat
Pierre-Louis	Myrlande	221	Agent de secrétariat
Podie Tchouni	Nadège	221	Agent de secrétariat
Poisson	Justine	221	Agent de secrétariat
Pomerleau	Suzanne	221	Agent de secrétariat
Pouliot	Marie-Ève	221	Agent de secrétariat
Proulx	Solange	221	Agent de secrétariat
Provost	Line	221	Agent de secrétariat
Royer	Carolane	221	Agent de secrétariat
Rziga	Ahlem	221	Agent de secrétariat
Saint-Amant	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Sallafranque	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Seck	Arame	221	Agent de secrétariat
Sennécheau	Marie-Christine	221	Agent de secrétariat
Shields	Josée	221	Agent de secrétariat
Thériault-Lapointe	Roxane	221	Agent de secrétariat
Tortorici	Estelle	221	Agent de secrétariat
Vincent	Suzie	221	Agent de secrétariat
Goyette	Lucie	249	Préposé aux renseignements
Mahrane	Ahmed	249	Préposé aux renseignements
Moukarrab	Meryem	249	Préposé aux renseignements
Ruggiero	Mario	249	Préposé aux renseignements
Batista	Camilla	263	Technicien des travaux publics
Beaupré	Jocelyne	264	Technicien en administration
Cheikh	Rabah	264	Technicien en administration

...8

Chouikrat	Radia	264	Technicien en administration
Côté	Brigitte	264	Technicien en administration
Dansereau	Suzanne	264	Technicien en administration
Deschênes	Jonathan	264	Technicien en administration
Habel	Sophie	264	Technicien en administration
Icart	Juniole	264	Technicien en administration
Joachim	Yveline	264	Technicien en administration
Labranche	Catherine	264	Technicien en administration
Larouche	Véronic	264	Technicien en administration
Légaré	France	264	Technicien en administration
Mriyeh	Maria	264	Technicien en administration
Parent	Julie	264	Technicien en administration
Parr	Nadia	264	Technicien en administration
Pelletier	Rachelle	264	Technicien en administration
Poupeau	Laurent	264	Technicien en administration
Roy	Chantal	264	Technicien en administration
Saidi	Dorsaf	264	Technicien en administration
Thomassin	Diane	264	Technicien en administration
Vibert	Sonia	264	Technicien en administration
Potlog	Liliana	272	Technicien en informatique
Tanguay	Simon	272	Technicien en informatique
Ziati	Hamza	272	Technicien en informatique
Beaudet	Pauline	283	Technicien en droit
Beaudoin	Roxane	283	Technicien en droit
Bertrand	Chantal	283	Technicien en droit
Bouchard	Marielle	283	Technicien en droit
Challal	Samira	283	Technicien en droit
Charette	Martine	283	Technicien en droit
Charron	Catherine	283	Technicien en droit
Desjardins	Danièle	283	Technicien en droit
Dextras Paquette	Karine	283	Technicien en droit
Dionne	Nathalie	283	Technicien en droit
Fiola	Isabelle	283	Technicien en droit
Gallant	Johanne	283	Technicien en droit
Grassi	Marie-Noëlle	283	Technicien en droit
Grenier-Martel	Roxane	283	Technicien en droit
Hamel	Céline	283	Technicien en droit
Jetté	Pascale	283	Technicien en droit
Lafrenais	Josée	283	Technicien en droit
Larose-Marquis	Christine	283	Technicien en droit
Maheux	Christiane	283	Technicien en droit
Martin	Isabelle	283	Technicien en droit
Morin	Julie	283	Technicien en droit
Ouellet	Nathalie	283	Technicien en droit
Paquet	Véronique	283	Technicien en droit
Pronovost	Olivier	283	Technicien en droit
Provost	Claude	283	Technicien en droit
Quirion	Julie	283	Technicien en droit
Ross	Charis	283	Technicien en droit
Savignac	Nadia	283	Technicien en droit
Tremblay	Marie-Claude	283	Technicien en droit
Tsang	Anne-Marie	283	Technicien en droit
Turcotte	Danielle	283	Technicien en droit
Éthier	Julien	433	Préposé au matériel
Boulais	Carole	630	Cadre
Gagnon	Gino	630	Cadre
Gagnon	Marco	630	Cadre
Gauthier	Paul	630	Cadre
Jobidon	Guillaume	630	Cadre

...9

Métivier	Claude	630	Cadre
Tremblay	Patrice	630	Cadre
Nadeau	Lucie	825	Juge administratif - Dirigeant
Alder	Mylène	826	Juge administratif
Allard	Sylvain	826	Juge administratif
Arcand	Sylvie	826	Juge administratif
Armand	Daphné	826	Juge administratif
Arseneau	Raymond	826	Juge administratif
Arseneault	Isabelle	826	Juge administratif
Aubertin	Benoît	826	Juge administratif
Aubé	François	826	Juge administratif
Auclair	Marlène	826	Juge administratif
Audet	Josée	826	Juge administratif
Beaubien	François	826	Juge administratif
Beaudin	Annie	826	Juge administratif – Vice-président
Beaudoin	Marie	826	Juge administratif
Beaulieu	Denys	826	Juge administratif
Beaumier	Jean-François	826	Juge administratif
Benoît	Dominique	826	Juge administratif
Bergeron	Catherine A.	826	Juge administratif
Bernard	Réjean	826	Juge administratif
Bernier	Yolande	826	Juge administratif
Blanchet	Guy	826	Juge administratif
Blouin	Daniel	826	Juge administratif
Blouin	Karine	826	Juge administratif
Bourgeois	Guylaine	826	Juge administratif
Bouvier	Philippe	826	Juge administratif
Breton	Gaëtan	826	Juge administratif – Vice-président
Brisebois	Virginie	826	Juge administratif
Burdett	Claire	826	Juge administratif
Bédard	Hélène	826	Juge administratif
Bédard	Myriam	826	Juge administratif
Bélanger	Renée-Claude	826	Juge administratif
Canuel	Michel	826	Juge administratif
Carignan	Michèle	826	Juge administratif
Caron	François	826	Juge administratif
Carpentier-Cayen	Isabelle	826	Juge administratif
Chainey	Anick	826	Juge administratif
Charbonneau	Francine	826	Juge administratif
Charette	Caroline	826	Juge administratif
Chénier	Manon	826	Juge administratif
Clément	Jean-François	826	Juge administratif
Corbeil	Simon	826	Juge administratif
Côté	Maude	826	Juge administratif
Côté	Réjean	826	Juge administratif
Daigneault	Fernand	826	Juge administratif
Danis	Jean-Claude	826	Juge administratif
David	Jacques	826	Juge administratif
Degré	Jacques	826	Juge administratif
Demers	François	826	Juge administratif
Denis	Michel	826	Juge administratif
Desbois	Louise	826	Juge administratif
Despatis	Johanne	826	Juge administratif
Desroches	Martine	826	Juge administratif
Downey	Jason Wayne	826	Juge administratif
Drolet	Christian	826	Juge administratif

...10

Dubé	Frédéric	826	Juge administratif
Dubé-Iza	Marie-Pierre	826	Juge administratif
Dufour	Jean-François	826	Juge administratif
Ellefsen	Henrik	826	Juge administratif
Firlotte	Ann	826	Juge administratif
Fiset	Dominic	826	Juge administratif
Gagnon	Isabelle	826	Juge administratif
Gagnon	Raymond	826	Juge administratif
Gagnon	Sylvain	826	Juge administratif
Gauthier	Manon	826	Juge administratif
Gauthier	Pascale	826	Juge administratif
Gauthier	Renaud	826	Juge administratif
Girard	Véronique	826	Juge administratif
Girardin	Chantale	826	Juge administratif
Giroux	France	826	Juge administratif
Goodwin	Elisabeth	826	Juge administratif
Gosselin	Andrée	826	Juge administratif
Goyette	Renée M.	826	Juge administratif
Grantham	Guy	826	Juge administratif
Grignon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Grégoire	Jean	826	Juge administratif
Guay	Louise	826	Juge administratif
Gutiérrez	Aurora	826	Juge administratif
Guérard	Gaetan	826	Juge administratif
Gélinas	Nathalie	826	Juge administratif
Hinse	Francis	826	Juge administratif
Jouis	Daniel	826	Juge administratif
Lachance	Alain	826	Juge administratif
Ladouceur	Julie	826	Juge administratif
Lajoie	Valérie	826	Juge administratif
Lalonde	Michel	826	Juge administratif
Lalonde	Pierre	826	Juge administratif
Lamarre	Monique	826	Juge administratif
Lanseigne	Line	826	Juge administratif
Laprade	Annie	826	Juge administratif
Larouche	Michel	826	Juge administratif
Lassonde	Laurent	826	Juge administratif
Lavoie	Marie-Claude	826	Juge administratif
LeBel	Jean-François	826	Juge administratif
Lecavalier	Marie-Anne	826	Juge administratif
Legault	Marie-Eve	826	Juge administratif
Lemay	Bernard	826	Juge administratif
Lemieux	Yves	826	Juge administratif
Lemire	Simon	826	Juge administratif
Lessard	Carole	826	Juge administratif
Lessard	Émilie	826	Juge administratif
Letreiz	Michel	826	Juge administratif
Lizotte	Valérie	826	Juge administratif
Lévesque	Sylvie	826	Juge administratif
Magnan	Hugues	826	Juge administratif
Marceau	Bernard	826	Juge administratif
Martel	Jean-François	826	Juge administratif
Mercure	Francine	826	Juge administratif – Vice-président
Moffet	Guylaine	826	Juge administratif
Montplaisir	Martine	826	Juge administratif
Morand	Pierre-Étienne	826	Juge administratif
Moreau	Michel	826	Juge administratif
Morin	Maryse	826	Juge administratif

...11

Moulin	Sophie	826	Juge administratif
Nadeau	Sandra	826	Juge administratif
Noiseux	Jean-Sébastien	826	Juge administratif
Nyitrai	Emilia	826	Juge administratif
Paquette	Jean	826	Juge administratif
Pelletier	Daniel	826	Juge administratif
Perron	Pauline	826	Juge administratif
Picard	Josée	826	Juge administratif
Piché	Isabelle	826	Juge administratif
Pilon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Plante	Esther	826	Juge administratif
Poirier	Jean M.	826	Juge administratif
Poirier	Marie-Claude	826	Juge administratif
Potvin	Danick	826	Juge administratif
Quigley	Ann	826	Juge administratif
Rancourt	Julie	826	Juge administratif
Ranger	François	826	Juge administratif
Rivard	Jean-Luc	826	Juge administratif
Robitaille	Isabelle	826	Juge administratif
Roiseux	Marie-Anne	826	Juge administratif
Romani	Marco	826	Juge administratif
Roy	Guy	826	Juge administratif
Saindon	Guillaume	826	Juge administratif
Samson	Julie	826	Juge administratif
Sansfaçon	Michel	826	Juge administratif
Savard	Karine	826	Juge administratif
St-Jean	Isabelle	826	Juge administratif
St-Laurent	Nancy	826	Juge administratif
St-Onge	Pierre	826	Juge administratif
Sylvestre	Sonia	826	Juge administratif
Séguin	Jean-François	826	Juge administratif
Sénéchal	Sophie	826	Juge administratif
Tancrède	Dominique	826	Juge administratif
Therrien	Daniel	826	Juge administratif
Therrien	Isabelle	826	Juge administratif
Thériault	Lyne	826	Juge administratif
Tremblay	Danielle	826	Juge administratif
Tremblay	Norman	826	Juge administratif
Vaillancourt	Anne	826	Juge administratif
Waddell	Erick	826	Juge administratif
Watkins	Michel	826	Juge administratif
Zaikoff	Irène	826	Juge administratif

b) La liste des membres du conseil d'administration;

Le TAT ne possède pas de conseil d'administration.

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Voici la liste des juges administratifs qui ont été nommés ou qui ont vu leur mandat renouvelé entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021 :

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
NOMINATIONS :			
BOURGEOIS, Guylaine	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
CHARRETTE, Caroline	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
LACHANCE, Alain	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
LEBEL, Jean-François	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
POTVIN, Danick	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
SAINDON, Guillaume	Juge administratif	2020-05-11	2025-05-10
BEAUDIN, Annie	Vice-président – VPQC	2020-07-13	2025-07-12

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
RENOUVELLEMENTS :			
ROY, Guy	Juge administratif	2020-05-01	2021-04-30
GIROUX, France	Juge administratif	2020-05-24	2024-05-23
CARON, François	Juge administratif	2020-11-27	2025-11-27
ZAIKOFF, Irène	Juge administratif	2020-12-02	2025-12-01
ALDER, Mylène	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09
BERGERON, Catherine A.	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09
GUAY, Louise	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09
LAJOIE, Valérie	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09
LIZOTTE, Valérie	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09
MOFFET, Guylaine	Juge administratif	2021-01-10	2026-01-09

d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l'ensemble du personnel et des membres du Tribunal, et pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, les frais se détaillent comme suit :

Frais de déplacement : 342 980 \$

Frais de représentation : 4 508 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP5

POUR CHAQUE PROGRAMME CRÉÉ EN 2020-2021, FOURNIR LA LISTE DES EMPLOYÉS AFFECTÉS, QUEL QUE SOIT LEUR STATUT, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le TAT n'a créé aucun programme.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 8 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP6

FOURNIR LES MONTANTS VENTILÉS POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE OU DE LA HAUTE DIRECTION :

- a) les frais de déplacement;**
- b) les frais de représentation;**
- c) les frais de repas;**
- d) les frais de voyage;**
- e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.**

Voici les informations du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

a) Les frais de déplacement : 6 042 \$

b) Les frais de représentation : 1 883 \$

En vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein*, la présidente du TAT dispose d'un budget de 4 140 \$ réservé aux frais de représentation. Elle a utilisé 402 \$. Les autres membres du comité de direction ont dépensé un total de 1 481 \$.

c) Les frais de repas : 2 900 \$

d) Les frais de voyage : 4 120 \$

e) Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Les frais de participation à ces événements totalisent 0 \$.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP7

NOMBRE TOTAL D'AVIS JURIDIQUES ET AUTRES COMMANDÉS EN 2020-2021 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR :

- a) la liste complète en indiquant les coûts;
- b) le sujet;
- c) le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis;
- d) la date de réception.

Le Tribunal administratif du travail n'a commandé aucun avis entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021.

SOURCE : Direction des services juridiques

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 13 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP8

**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT,
INDIQUER POUR 2020-2021 :**

- a) **la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) **les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) **l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) **la liste des concours qui ont pris fin.**

Pour la période entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021

- a) **la liste de tous les concours et tirages réalisés :**
 - S'impliquer, c'est payant pour la communauté!
- b) **les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix :**
 - S'impliquer, c'est payant pour la communauté : le Tribunal a versé 1 000 \$ à Jeunesse au Soleil, à Montréal.
- c) **l'objectif visé par la tenue de chacun des concours :**
 - S'impliquer, c'est payant pour la communauté : répondre à l'orientation 4 de la Stratégie gouvernementale de développement durable, soit de favoriser l'inclusion sociale et réduire les inégalités sociales et économiques.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP9

**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT,
INDIQUER POUR 2020-2021 :**

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- f) le montant total des sommes dépensées dans la traduction des documents de communication, et les langues vers lesquelles ces documents ont été traduits.

Le TAT n'a pas de service d'affaires publiques.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 5 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP10

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2020-2021. FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le TAT n'a reçu ou octroyé aucun programme de financement ou de subvention.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 8 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP11

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR 2019-2020 ET 2020-2021, L'ÂGE DES CRÉANCES ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Le TAT n'a aucune créance ou amende à recouvrer.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP12

LISTE ET COPIE DE TOUTES LES RECHERCHES ET RAPPORTS COMMANDÉS EN 2020-2021 EN INCLUANT LES COÛTS, LES APPELS D'OFFRES ET LES CONTRATS DE GRÉ À GRÉ.

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021, le TAT n'a commandé aucune recherche ni rapport.

SOURCE : Direction des services juridiques

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP13

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR RÉGION.

La liste se trouve à la page suivante.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2021

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

Évolution des effectifs réguliers

En date du 28 février 2021

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		2,0	1,0	3,0		6,0
Québec	9	50,0	23,0	20,0	1	103,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	3,0		5,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		4,0	1,0	4,0		9,0
Chaudière-Appalaches		3,0	1,0	5,0		9,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
.Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		2,0		3,0
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		1,0	1,0	1,0		3,0
Montréal	5	60,0	27,0	43,0	1	136,0
Montérégie		5,0	1,0	6,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		4,0	1,0	5,0		10,0
Laurentides		5,0	1,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	5,0		9,0
.Salaberry-de-Valleyfield		1,0	1,0	3,0		5,0
TOTAL	14	151,0	68,0	127,0	2	362,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP14

LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2020-2021. FOURNIR :

- a) la liste des contrats octroyés;
- b) le nom des firmes retenues;
- c) les langues vers lesquelles les documents ont été traduits;
- d) les coûts.

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021, le Tribunal administratif du travail a fait appel au CSPQ, au MTESS, à Mme Sandra Smith et à M. Jacques Lévesque afin de traduire, du français vers l'anglais, des décisions rendues par des juges administratifs, des accords rédigés par des conciliateurs et de la correspondance :

Firme	Montant facturé
CSPQ	13 335,08 \$
MTESS	15 573,54 \$
Sandra Smith	2 493,00 \$
Jacques Lévesque	2 685,50 \$
TOTAL	34 087,12 \$

SOURCE : Service de la traduction

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP15

FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, ACCOMPAGNEMENT OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

La liste de toutes ces activités se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 8 avril 2021

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2020-04-20	La LATMP	Barreau du Québec	1	En ligne	57 \$
2020-05-08	Compétence et pouvoirs	Barreau du Québec	1	En ligne	215 \$
2020-05-11 au 2020-08-01	Formation initiale des nouveaux juges administratifs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	6	En ligne	- \$
2020-05-20	La Covid-19 servira-t-elle de catalyseur pour la modernisation des tribunaux	Institut canadien d'administration de la justice	86	En ligne	3 010 \$
2020-05-22	Formation aux gestionnaires - L'évaluation du rendement	Interne - Direction des ressources humaines	15	En ligne	- \$
2020-06-01	Congrès de l'Association des archivistes du Québec	Association des archivistes du Québec	1	En ligne	128 \$
2020-06-22	La justice en temps de pandémie : portrait de la jurisprudence	SOQUIJ	1	En ligne	50 \$
2020-06-30	Formation sur la classification et la cotisation	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	3	En ligne	- \$
Été 2020	Formation initiale des nouveaux conciliateurs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	5	En ligne	- \$
2020-07 à 2021-02	Formation juridique de base aux nouveaux employés de soutien	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	15	En ligne	- \$
2020-07-07 et 2020-07-08	Analyse, logique et raisonnement déductif	Académie de transformation	1	En ligne	895 \$
2020-07-09	Habiletés relationnelles et qualité du service à la clientèle	Académie de transformation	1	En ligne	695 \$
2020-08-20	Gérer les personnalités difficiles	Groupe MP-Plus formation	1	En ligne	355 \$
2020-09-17, 2020-10-01, 2020-10-08 et 2020-10-27	Gérer son équipe en période de COVID-19	CFC	42	En ligne	3 900 \$
2020-09-22	Préparation à un examen écrit	Entrevues-conseils formation	1	En ligne	475 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2020-09-23, 2020-09-29, 2020-09-30 et 2020-10-06	Séminaire de perfectionnement en conciliation	Mediation Sophilex	25	En ligne	6 000 \$
2020-10-02	Formation des nouveaux membres de l'équipe cohérence LSST	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	5	En ligne	- \$
2020-10-07, 2020-11-19 et 2021-02-18	Groupes de codéveloppement - juges coordonnateurs	Interne - Direction des ressources humaines	9	En ligne	- \$
2020-10-14	Les signatures électroniques	Jeune Barreau de Montréal	2	En ligne	40 \$
2020-10-20 et 2020-10-21	Formation édimestre - TYPO3, version 9	LIBÉO	2	En ligne	4 500 \$
2020-10-20 et 2020-10-27	Numérisation des documents	Association des archivistes du Québec	1	En ligne	120 \$
Automne 2020	Formations en développement des compétences numériques	Académie de la transformation numérique	10	En ligne	- \$
Automne 2020	Tournée cohérence / Les enjeux reliés à la conciliation	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	162	En ligne	- \$
Automne 2020	Formation initiale des nouveaux conciliateurs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	2	En ligne	- \$
2020-11-02 au 2020-11-06	Congrès des professionnels de l'information	Fédération des milieux documentaires	1	En ligne	300 \$
2020-11-09 et 2020-11-10	Angular	Afi Expertise	3	En ligne	2 490 \$
2020-11-12	La conciliation à distance	Mediation Sophilex	21	En ligne	1 500 \$
2020-11-24	Assemblée des juges administratifs et conciliateurs du TAT	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	250	En ligne	- \$
2020-11-24 et 2020-11-25	Assemblée des assesseurs	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	21	En ligne	- \$
2020-11-30	L'intervention de l'avocat à l'ère numérique dans une salle virtuelle	Barreau du Québec	2	En ligne	251 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2020-11-30	Être gestionnaire	Alliance des cadres de l'État	1	En ligne	180 \$
2020-11-30, 2020-12-01 et 2020-12-02	71st Annual McGill refresher course for family physicians	Université McGill	3	En ligne	1 425 \$
2020-12 - 2021-02	Astuces afin de mieux organiser et réaliser son travail en contexte de télétravail	Interne - Direction des ressources humaines	118	En ligne	- \$
2020-12-03 et 2020-12-04	La pneumologie	Fédération des médecins omnipraticiens du Québec	1	En ligne	894 \$
2020-12-16 au 2020-12-22	Domino - administration et conception	Corporations CogitoSum	1	En ligne	1 550 \$
2020-12-15	La déontologie judiciaire	Barreau du Québec	2	En ligne	251 \$
2021-01 - 2021-02	L'annexe 260 : un outil essentiel à la consultation de SISTA	Interne	153	En ligne	- \$
2021-01 - 2021-02	Formation sur le support à l'adjudication	Interne	2	En ligne	- \$
2021-02-02	Atelier - Pose de voix parlée	Service des activités culturelles de l'Université de Montréal	1	En ligne	151 \$
2021-02-03	Préparation à un examen écrit	Entrevues-conseils formation	1	En ligne	375 \$
2021-02-08	Transférez vos compétences techniques efficacement en classe virtuelle	AFI	10	En ligne	2 500 \$
2021-02-10 et 2020-02-17	Les maladies professionnelles : points de vue médical et juridique.	Interne - Vice-présidence de la qualité et de la cohérence	41	En ligne	- \$
2021-02-10 et 2021-02-11	La médiation interne en milieu de travail	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	1	En ligne	595 \$
2021-02-12	Justification et contrôle de validité des décrets et arrêtés d'urgence sanitaire	Association du Barreau canadien	4	En ligne	300 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2021-02-15	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader de la fonction publique	École nationale d'administration publique	1	En ligne	4 325 \$
2021-02-25	La gestion électronique dans un environnement Windows et Office 365	Association des archivistes du Québec	1	En ligne	80 \$
2021-02-25	10 astuces pour acquérir une méthodologie de recherche juridique efficace	SOQUIJ	1	En ligne	125 \$
16 jours	Programme d'information et de planification de la retraite	CARRA/CÉGEP Marie-Victorin et Commission scolaire de la Capitale	8	En ligne	2 400 \$
84 jours*	Droits de scolarité — soutien aux études	Établissements scolaires reconnus	13	Différentes régions du Québec	16 030 \$
TOTAL					56 162 \$

* Possibilité de libération avec traitement équivalente à deux journées par cours, par session, sur approbation du gestionnaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP16

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom des firmes ou des professionnels retenus pour les réaliser;
- d) le territoire de diffusion;
- e) le média choisit pour la diffusion;
- f) les dates de diffusion de la campagne;
- g) les objectifs visés par chaque campagne;
- h) les programmes auxquels ces campagnes sont associées;
- i) les campagnes des parties prenantes auxquelles le ministère a contribué financièrement.

Le Tribunal administratif du travail n'a mis en œuvre aucune campagne de publicité ou de sensibilisation entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP164

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIFS ÉTANT RATTACHÉS, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX POUR 2020-2021 ET INDIQUER LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

La liste se trouve à la page suivante.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2021

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

Évolution des effectifs réguliers

En date du 28 février 2021

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		2,0	1,0	3,0		6,0
Québec	9	50,0	23,0	20,0	1	103,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	3,0		5,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		4,0	1,0	4,0		9,0
Chaudière-Appalaches		3,0	1,0	5,0		9,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
.Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		2,0		3,0
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		1,0	1,0	1,0		3,0
Montréal	5	60,0	27,0	43,0	1	136,0
Montérégie		5,0	1,0	6,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		4,0	1,0	5,0		10,0
Laurentides		5,0	1,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	5,0		9,0
.Salaberry-de-Valleyfield		1,0	1,0	3,0		5,0
TOTAL	14	151,0	68,0	127,0	2	362,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP165

NOMBRE D'ETC (ÉQUIVALENT TEMPS COMPLET) AFFECTÉS À TRAVERS LES ORGANISMES DU MINISTÈRE À LA RÉOLUTION DE CONFLITS EN INCLUANT LES INFORMATIONS SUIVANTES :

- a) parties impliquées dans le conflit;
- b) nombre d'ETC affectés à ce conflit spécifique;
- c) date de début du conflit;
- d) date de retour de fin du conflit.

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021 :

Nombre de conflits	Parties impliquées dans le conflit	Nombre d'ETC affectés à ce conflit	Date du début du conflit	Date de retour de fin du conflit
0	N/A	N/A	N/A	N/A

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP166

LE NOMBRE D'EFFECTIFS, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, POUR 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Voici les données au 28 février 2021 :

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIF
Professionnels	151
Personnel de bureau	127
Techniciens	68
Ouvriers	2
Cadres	14
TOTAL	362

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP167

VENTILATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL POUR 2020-2021, SPÉCIFIANT LES DÉPENSES ADDITIONNELLES ENCOURUES À CAUSE DU TÉLÉTRAVAIL EN TEMPS DE PANDÉMIE. PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Masse salariale	61 403 656 \$
Fonctionnement	
Services de transport et de télécommunications	2 252 000 \$
Services professionnels, administratifs et Autres	5 820 000 \$
Locations	8 665 000 \$
Fournitures et approvisionnement	815 000 \$
Amortissement	1 912 000 \$
Autres dépenses	84 000 \$
Total fonctionnement *	19 548 000 \$
Total des dépenses	80 951 656 \$

*Incluant les dépenses additionnelles encourues à cause du télétravail en temps de pandémie :

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 : **104 576 \$**

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 7 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP168

VENTILATION DES DÉPENSES ALLOUÉES À LA RÉMUNÉRATION PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL POUR 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Rémunération de base – effectif régulier	43 257 482,28 \$
Rémunération de base – effectif occasionnel	833 982,02 \$
Rémunération de base – effectif étudiant-stagiaire	164 650,35 \$
Heures supplémentaires – effectif régulier	62 991,58 \$
Heures supplémentaires – effectif occasionnel	1 358,64 \$
Primes et indemnités de départ – effectif régulier	1 306 457,90 \$
Primes et indemnités de départ – effectif occasionnel	33 932,44 \$
Primes et indemnités de départ – étudiant-stagiaire	9 335,81 \$
Contribution employeur – effectif régulier	9 290 599,97 \$
Contribution employeur – effectif occasionnel	130 310,09 \$
TOTAL	55 091 101,08 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP169

**COPIE DES AVIS ET DIRECTIVES ÉMIS EN LIEN AVEC LA MISE EN PLACE DU
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL POUR 2020-2021.**

Aucun avis et aucune directive n'ont été émis.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 13 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP170

LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL POUR 2020-2021.

Liste des nominations à titre de juges administratifs entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021 :

- Mme Guylaine Bourgeois
- Mme Caroline Charrette
- M. Alain Lachance
- M. Jean-François Lebel
- M. Danick Potvin
- M. Guillaume Saindon

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP171

**NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES SUR LES ARTICLES 45 ET 46
DU CODE DU TRAVAIL ET TRANSMETTRE LES DÉCISIONS POUR 2020-2021.**

Les tableaux suivants couvrent la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise	
Sort des requêtes	2020-2021
Accueillies	106
Désistements	6
Règlements	0
Rejetées	0
Sous-total	112

Article 46: Résolution de difficultés	
Sort des requêtes	2020-2021
Accueillies	4
Désistements	0
Règlements	1
Rejetées	0
Sous-total	5

TOTAL	117
--------------	------------

La plupart des requêtes accueillies le sont du consentement des parties, soit par le dépôt d'une requête conjointe ou par la non-contestation de la requête par l'autre partie.

Les décisions motivées des juges administratifs sont accessibles par l'entremise du site Web de la SOQUIJ (<http://citoyens.soquij.qc.ca>), alors que l'ensemble des décisions rendues en vertu des articles 45 et 46 du *Code du travail* sont disponibles sur le site COR@IL (www.corail.gouv.qc.ca).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 13 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP172

FOURNIR UNE LISTE DÉTAILLÉE (NOM DE LA PERSONNE CONCERNÉE, NOM DE LA MUNICIPALITÉ, OBJET DE L'APPEL) DES REQUÊTES EN APPEL LOGÉES PAR UN SECRÉTAIRE, UN SECRÉTAIRE-TRESORIER OU UN CADRE MUNICIPAL DEVANT LE TAT POUR 2020-2021.

Voir la liste détaillée qui suit.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2021

N° dossier	Date de réception	Nature du dossier	Nom des parties
1040101	2020-04-08	Loi sur les cités et villes - Destitution	Dionne, Pierre Ville de Sainte-Adèle
1040115	2020-04-17	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal Arrondissement Plateau Mont-Royal Ville de Montréal Romero, Cristina
1040123	2020-04-21	Code municipal du Québec – Destitution	Déry-Gagné, Sébastien Municipalité de Papineauville
1040148	2020-04-27	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de Saint-Polycarpe Desrosiers, Martin
1040228	2020-04-15	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal - Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie Ville de Montréal Coyne, Simon
1040338	2020-05-15	Loi sur les cités et villes - Destitution	Dicaire, Daniel Ville de Mont-Tremblant
1040477	2020-05-22	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal Dupras, Francis
1040504	2020-04-30	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité d'Aclair Mylène Boucher
1040525	2020-05-08	Code municipal du Québec – Destitution	Couture, Marie-Claude Municipalité de Saint-Calixte
1040703	2020-06-05	Loi sur les cités et villes - Destitution	Guerrier, Mildred Ville de Montréal
1040710	2020-05-25	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de la Paroisse de Saint- Damase Lavoie, Anick
1040888	2020-06-26	Code municipal du Québec – Destitution	Boissonneault, Maxime Municipalité de Saint-Stanislas-de- Kostka
1041413	2020-07-18	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Chandler Couture, Michel
1041495	2020-07-17	Loi sur les cités et villes - Destitution	Huguerot, Michel Ville de Longueuil
1041529	2020-07-20	Loi sur les cités et villes - Destitution	Adam, Marie-Ève Ville de Montréal
1041543	2020-07-10	Loi sur les cités et villes - Destitution	Jobin, Claude Ville de Québec
1041598	2020-07-09	Code municipal du Québec – Destitution	Plourde, Claude Municipalité régionale de comté de la Nouvelle-Beauce
1041696	2020-07-27	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de Pontiac Laforest, Serge
1041946	2020-08-23	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de Montpellier St-Denis, Marc
1042008	2020-08-31	Loi sur les cités et villes - Destitution	Khalil Bannari, Mohammed Ville de Longueuil
1042059	2020-08-07	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de la Paroisse Saint- Charles-Garnier Bouillon, Josette
1042175	2020-09-16	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de La Sarre Poirier, David
1042196	2020-09-18	Loi sur les cités et villes - Destitution	Marleau, Cynthia Ville de Montréal-Est
1042241	2020-09-22	Code municipal du Québec – Destitution	Office régional d'habitation du Lac des Deux-Montagnes Quesnel, Vincent
1203506	2020-11-05	Code municipal du Québec – Destitution	Barbier, Carole Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix
1203583	2020-11-10	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal, arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève LePape, Daniel Ville de Montréal
1204313	2020-11-05	Code municipal du Québec – Destitution	Roy, Ginette Municipalité de Sainte-Luce
1205586	2020-11-13	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de La Prairie Lavoie, Sébastien
1205592	2020-11-17	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de Sainte-Anne-des-Lacs Laporte, Jacqueline

1205940	2020-11-24	Loi sur les cités et villes - Destitution	Valiquette, Raymond Ville de Côte-Saint-Luc
1206426	2020-11-02	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Repentigny Monette, Nicolas
1206968	2020-11-27	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville Boisclair, Renée
1207057	2020-11-13	Code municipal du Québec – Destitution	Pelletier, Claude Paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long
1207556	2020-12-04	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal, arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève LePape, Daniel Ville de Montréal
1209265	2020-12-15	Code municipal du Québec – Destitution	Municipalité de Notre-Dame-de- Montauban Caouette, Benoit
1209736	2020-08-10	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Montréal Roberge, Nicolas
1210690	2021-01-04	Loi sur les cités et villes - Suspension	De Guise, Alain Ville de Terrebonne
1212281	2021-01-22	Code municipal du Québec – Destitution	Laroche, Christiane Municipalité d'Irlande
1212535	2021-01-18	Loi sur les cités et villes - Destitution	Ville de Laval Lavoie, Alain
1214308	2021-02-03	Loi sur les cités et villes - Destitution	Sheitoyan, Louis Xavier Ville de Montréal Arrondissement Lachine Ville de Montréal
1214539	2021-02-05	Loi sur les cités et villes - Destitution	Debarice Okomba, Herman Ville de Montréal
1215292	2021-02-11	Code municipal du Québec – Destitution	Parent, Marie-Claude Municipalité de Notre-Dame-de- Lourdes
1215543	2021-02-11	Loi sur les cités et villes - Destitution	Pedneault, Nicolas Ville d'Hudson
1217194	2021-02-19	Code municipal du Québec – Destitution	Deschenes, Steve Municipalité de Saint-Hippolyte
Total: 44			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP173

INDIQUER LE NOMBRE D'ORDONNANCES RENDUES RELATIVEMENT À L'APPLICATION DES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET PRÉCISER LA NATURE DES ORDONNANCES POUR 2020-2021.

Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, aucune ordonnance n'a été rendue relativement à l'application des articles 45 et 46 du *Code du travail*.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 13 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP174

DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS POUR 2020-2021, VENTILÉS PAR SECTEUR. PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Voici les données provenant des divisions relations du travail, services essentiels, et construction et qualification professionnelle du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de dossiers
	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	

Code du travail	49	222*	146,5	688,2*	2 217
Loi sur les normes du travail	456	510	403,7	501,3	2 574
Loi secteur des affaires sociales	-	-	-	-	0
Lois – Services essentiels	32	86	53,8	85,3	331
Lois – Construction et qualification professionnelle	121	153	133,9	202,4	75
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	128	162	111,7	155,3	3
Loi – Responsables d'un service de garde	221,5	280,5	221,5	280,5	2
Lois – Statut des artistes	122	416	261,2	286,2	19
Autres lois	86,5	234	291,6	454,5	86

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas traités par la Vice-présidence des opérations des relations du travail du TAT.

* Ces délais inhabituels sont dus à la fermeture par désistement, en février 2021, de plus de 540 plaintes déposées au cours de l'année 2015 dans le cadre d'un dossier impliquant les ingénieurs du gouvernement du Québec, dossier ayant fait l'objet de procédures judiciaires. En excluant ces dossiers, les délais auraient été respectivement de 77, 112, 183 et 236 jours.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP175

**NOMBRE DE DOSSIERS ACCUSANT UN RETARD À CAUSE DU TÉLÉTRAVAIL
RÉSULTANT DE LA PANDÉMIE, POUR 2020-2021. PRÉVISIONS POUR 2021-2022.**

L'inventaire des dossiers à fermer a augmenté de 9 % (3 495 dossiers) par rapport à la même période l'année dernière sur un volume annuel de près de 39 000 dossiers.

Par ailleurs, 17 432 dossiers sont en attente d'être convoqués en audience par rapport à 17 345 dossiers soit une augmentation de 0.5 % (87 dossiers) par rapport à l'année précédente.

Ces chiffres s'expliquent notamment par la fermeture du Tribunal pour la période du 1^{er} avril au 15 juin 2020.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP176

SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LES NORMES DU TRAVAIL, LE NOMBRE DE CONCILIATIONS PRÉ DÉCISIONNEL EFFECTUÉES ET RÉSULTATS (RÉUSSIES, NON RÉUSSIES OU NON CONCLUES), NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET RÉSULTATS (ACCUEILLIES, DÉSISTEMENTS, RÈGLEMENTS ET REJETÉES) POUR 2020-2021.

Nombre de conciliations prédécisionnelles du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux juges administratifs	Total
Loi sur les normes du travail	2020	Avril	14	10	24
		Mai	40	20	60
		Juin	94	45	139
		Juillet	91	18	109
		Août	47	39	86
		Septembre	113	25	138
		Octobre	153	32	185
		Novembre	115	40	155
		Décembre	69	26	95
	2021	Janvier	87	29	116
		Février	104	26	130
TOTAL			927	310	1 237
Code du travail	2020	Avril	2		2
		Mai	35	3	38
		Juin	11	5	16
		Juillet	9	4	13
		Août	9	1	10
		Septembre	21	10	31
		Octobre	16	4	20
		Novembre	11	6	17
		Décembre	4	7	11
	2021	Janvier	10	3	13
		Février	8	8	16
TOTAL			136	51	187

.../2

Nombre de cas conclus
du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021
Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Année	Mois	Sort des cas					Total
		Accueillis	Désistements	Règlements	Rejetés	Fermetures admin. ¹	
2020	Avril	60	65	32	42		199
	Mai	113	92	97	44		346
	Juin	73	122	187	18		400
	Juillet	65	76	151	27		319
	Août	74	92	97	29		292
	Septembre	48	141	179	42		410
	Octobre	92	117	276	33	4	522
	Novembre	133	126	422	54	18	753
	Décembre	152	112	177	53	10	504
2021	Janvier	168	122	228	34	8	560
	Février	144	640	243	58	8	1 093
Total		1 122	1 705	2 089	434	48	5 398

¹ Le 13 octobre 2020, la VPORT intégrait le système de mission du Tribunal et un nouveau sort « Fermeture administrative » est maintenant disponible pour fermer certains dossiers.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 13 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP177

PAR ARTICLE ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES CAS RÉGLÉS (MÉDIANE ET MOYENNE) POUR 2020-2021.

Cette question ne concerne que la division des relations du travail du TAT.

Délai de traitement (en jours) des cas réglés par mois du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total (en jours)	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total (en jours)	
Code du travail					
Avril	77	124	159,1	230,3	81
Mai	70	91	139,2	200,3	143
Juin	68	122	140	211,9	143
Juillet	49	133,5	96,6	161,8	86
Août	45,5	58	78,6	138,3	122
Septembre	68	123	130,1	212,7	127
Octobre	76	100	190,3	250,1	173
Novembre	333,5	483,5	422,2	463,7	294
Décembre	76	76	124,8	165,1	145
Janvier	63	73	106,2	144,4	141
Février ²	34	2 078	62,3	1 530,7	762
Loi sur les normes du travail					
Avril	316	374	319,7	397,1	87
Mai	357	385	325,5	429,6	149
Juin	294	451	311,8	454,3	221
Juillet	453	518	401,9	506,3	189
Août	456	555	432,8	523	147
Septembre	421	518	377,7	488,9	249
Octobre	473	528	430,9	517,4	320
Novembre	482	508	420,2	520,1	357
Décembre	425	448,5	362,7	441,4	248
Janvier	505	528	450,8	545,9	328
Février	513	556	482,5	564,2	279

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence des opérations des relations du travail.

² Ces délais inhabituels sont dus à la fermeture par désistement, en février 2021, de plus de 540 plaintes déposées au cours de l'année 2015 dans le cadre d'un dossier impliquant les ingénieurs du gouvernement du Québec, dossiers ayant fait l'objet de procédures judiciaires. En excluant ces dossiers, les délais de février 2021 auraient été respectivement de 72, 75, 132 et 167 jours.

.../2

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 selon les principaux articles du Code du travail et de la Loi sur les normes du travail					
	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable au TAT	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT	Délai total (en jours)	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	76	76	94,7	162,4	79
Article 25 - champ libre*	30	35	47,3	60,5	173
Article 25 - conflit*	32	34	54,2	68,9	125
Article 39 - statut de salarié*	167	357	238,7	367,4	83
Article 39 - modification*	63	77	84	108,7	226
Article 41 - révocation*	36	38	51,4	55,2	87
Article 45 - transmission*	52	61,5	59,2	71,4	112
Article 47.3 - traitement par l'association - renvoi*	213,5	304,5	280	405,7	96

*Article 16 CT – plainte en matière de mesures disciplinaires – congédiement

Article 25 CT – requête en accréditation, champ libre

Article 25 CT – requête en accréditation, conflit

Article 39 CT – requête en interprétation et statut de salarié

Article 39 CT – requête en modification d'accréditation

Article 41 CT – requête en révocation d'accréditation

Article 45 CT – requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)

Article 47.3 CT – égalité de traitement par l'association

Loi sur les normes du travail					
Article 79.1 - plainte (maladie ou accident)*	455	502	391,6	476,8	480
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	470	513	424,6	476,9	53
Article 122 - plainte*	462	520	401,6	513,3	499
Article 122.1 - (retraite)*	262	262	262	262	1
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	349	451	372,1	482,5	387
Article 124 - plainte de congédiement*	465	521	427,6	521,2	1117

*Article 79.1 LNT - plainte de congédiement - maladie ou accident

Articles 79.7 et 79.8 LNT - plainte de congédiement – congé pour raisons familiales ou parentales

Article 122 LNT - plainte de congédiement – général

Article 123.6 LNT - plainte de harcèlement psychologique

Article 124 LNT - plainte de congédiement sans cause juste et suffisante

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence des opérations des relations du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP178

**NOMBRE DE CONCILIEURS/MÉDIATEURS POUR 2020-2021.
PRÉVISIONS POUR 2021-2022.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 : 23 postes de conciliateurs/médiateurs
à la Vice-présidence des opérations RT du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP179

**NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR MÉDIATEUR/CONCILIATEUR POUR
2020-2021. PRÉVISIONS POUR 2021-2022.**

**Cette question ne s'adresse qu'aux divisions des relations du travail, des services
essentiels, et de la construction et de la qualification professionnelle.**

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, les conciliateurs de la Vice-présidence relations du
travail du Tribunal administratif du travail ont tenu 1 067 séances de conciliation visant
1 515 dossiers, soit 65,9 dossiers par conciliateur.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 6 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP180

NOMBRE DE DOSSIERS QUI SONT ALLÉS EN RÉVISION JUDICIAIRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES RELATIVEMENT AUX SERVICES ESSENTIELS POUR 2020-2021.

Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Un seul pourvoi en contrôle judiciaire concernant une décision de la Division des services essentiels a été notifié au TAT (décision concernant l'assujettissement).

SOURCE : Direction des services juridiques

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP181

LE NOMBRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES POUR 2020-2021, PAR SECTEUR D'INTERVENTION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, la Division des services essentiels du TAT a fermé 331 dossiers, dont 7 de façon administrative. Les 324 dossiers fermés par décision se répartissent comme suit :

	SERVICES PUBLICS	SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	FONCTION PUBLIQUE
Assujettissement d'un service public	202	0	0
Évaluation des services essentiels	9	104	0
Difficultés découlant des listes de services essentiels	0	0	0
Avis de grève ou de lock-out non conformes	0	0	0
Mesures de redressement	5	4	0
Autorisation de dépôt à la cour supérieure	0	0	0
TOTAL DES DOSSIERS	216	108	0

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP182

MESURES DE RÉPARATION IMPOSÉES POUR 2020-2021.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, il n'y a eu aucune mesure de réparation imposée par la Division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPORT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP183

NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES OUVERTS PAR DIVISION, NATURE DE CES DOSSIERS ET DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR 2020-2021.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Nombre de dossiers ouverts et nature des dossiers :

	1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021
FINANCEMENT	4 274
PRÉVENTION ET INDEMNISATION	23 971
• Retrait préventif	92
• Mesures disciplinaires	60
• LSST (autres)	128
• LATMP (urgences)	191
• Notion de lésion	12 126
• Prestations	4 908
• LATMP (autres)	39
• Médical	6 311
• Maladies pulmonaires	116
TOTAL	28 245

Délai moyen de traitement des dossiers, de la date d'ouverture à la date de fermeture, et ce, peu importe le type de fermeture (désistement, décision rendue à la suite d'une audience ou d'un accord en conciliation, etc.). Ce délai inclut les délais occasionnés par les remises d'audiences et les suspens demandés par les parties :

	1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021
Délai moyen de fermeture	404 jours

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP184

DÉLAI MOYEN ENTRE LE DÉPÔT D'UN APPEL ET LA DÉCISION, ET NATURE DES DÉCISIONS, DANS LES DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES POUR 2020-2021.

**DÉLAI MOYEN ENTRE
LA RÉCEPTION D'UNE CONTESTATION
ET LA DÉCISION RENDUE À LA SUITE D'UNE AUDIENCE**

2020-2021

	1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021
Sans les remises	9,1 mois (276 jours)
Avec les remises	16,2 mois (493 jours)

Voir la fiche RP183 pour la nature des décisions.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP185

**LISTE DES REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET SYNDICAUX ET DES
ASSESEURS RECONNUS EN INDIQUANT LE TOTAL DES FRAIS ET
HONORAIRES REMBOURSÉS POUR 2020-2021.**

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Le paritarisme au sein de la Commission des lésions professionnelles a été aboli le 1^{er} janvier 2016 par l'entrée en vigueur de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1). Depuis cette date, il n'y a plus de représentants patronaux et syndicaux au Tribunal administratif du travail.

Liste des assesseurs – Honoraires et frais :

Le TAT est un tribunal spécialisé et la présence d'assesseurs, généralement des médecins, est parfois nécessaire pour conseiller le juge administratif dans des dossiers complexes. Le TAT a des assesseurs médicaux à temps plein qui sont rémunérés selon la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) et il doit également faire appel à des assesseurs contractuels. Le tableau suivant présente le montant des honoraires et des frais de déplacement versés aux assesseurs contractuels pour la période indiquée.

	01-04-20 au 28-02-21
Frais et honoraires des assesseurs contractuels	459 818 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP186

NOMBRE DE CONCILIEURS ET NOMBRE D'ENTENTES HORS COUR ENTÉRINÉES PAR LE TRIBUNAL POUR 2020-2021.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Voici les résultats pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

Nombre de conciliateurs au 28 février 2021	52
Nombre de dossiers dans lesquels les parties ont conclu un accord par la suite entériné par le tribunal	4 608
Nombre de transactions conclues entre les parties en vertu du <i>Code civil du Québec</i>	6 230

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION : Direction des ressources humaines

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP187

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉSISTEMENTS ENREGISTRÉS ET PRINCIPAUX MOTIFS INVOQUÉS POUR 2020-2021.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021, la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT a enregistré 16 825 désistements :

- 8 120 de ces désistements (soit 48,3 %) découlent d'une activité de conciliation;
- 8 705 de ces désistements (soit 51,7 %) sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé le Tribunal du retrait de sa contestation.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP188

NOMBRE DE REMISES DEMANDÉES PAR LES EMPLOYEURS, LE TAT OU LES TRAVAILLEURS POUR 2020-2021.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

	01-04-2020 au 28-02-2021
Nombre de remises demandées *	
• Par les employeurs	5 787
• Par les travailleurs	3 726
• Par le TAT **	6 025

* Ces chiffres représentent le nombre de demandes de remise et non le nombre d'audiences remises, puisqu'une audience porte souvent sur plus d'un dossier.

** Le TAT ne demande pas de remise, mais il lui arrive à l'occasion d'annuler une audience déjà fixée. Ce chiffre est anormalement élevé en 2020-2021 puisque de nombreuses audiences ont dû être annulées en raison de la pandémie COVID-19.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP189

NOMBRE D'AVIS TRAITÉS PAR LE BEM QUI ONT ÉTÉ RENVERSÉS POUR 2020-2021.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

	2020-2021
	01-04-2020 au 28-02-2021
Nombre d'avis émis par le BEM et ayant fait l'objet d'une contestation	1 252
Nombre de ces avis ayant été renversés	84

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP190

POURCENTAGE DE DÉCISIONS DONNANT GAIN DE CAUSE AUX DEMANDEURS ET POURCENTAGE DONNANT GAIN DE CAUSE AUX APPELANTS POUR 2020-2021.

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Les tableaux suivants présentent le pourcentage des décisions qui ont accueilli ou rejeté les requêtes déposées par les travailleurs et les employeurs, pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

FINANCEMENT

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS*	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2020 au 28-02-2021	01-04-2020 au 28-02-2021
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	0	1 116
Décisions accueillant les requêtes	0	561 (50,3 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	0	89 (8 %)
Décisions rejetant les requêtes	0	466 (41,7 %)

* Les travailleurs ne peuvent contester les décisions rendues en matière de financement (cotisation des employeurs, classification des entreprises, imputation des coûts).

PREVENTION ET INDEMNISATION

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2020 au 28-02-2021	01-04-2020 au 28-02-2020
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	2 224	1 061
Décisions accueillant les requêtes	851 (38,3 %)	450 (42,4 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	187 (8,4 %)	134 (12,6 %)
Décisions rejetant les requêtes	1 186 (53,3 %)	477 (45 %)

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP191

NOMBRE DE PLAINTES LOGÉES AU TAT ET NATURE DES PLAINTES POUR 2020-2021.

Les statistiques qui suivent présentent les plaintes reçues par le Tribunal administratif du travail entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021 ainsi que celles dont le sort fut décidé au cours de cette période, bien qu'elles aient été déposées lors de l'exercice précédent. La plainte qualifiée de fondée est celle qui requiert ou aurait pu requérir une intervention directe pour corriger la situation. La plainte est qualifiée de non fondée lorsqu'aucune intervention n'apparaît nécessaire ou utile. Les plaintes irrecevables sont celles qui ne rencontrent pas les conditions d'ouverture.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le TAT a enregistré 31 plaintes et a finalisé le traitement de 4 plaintes déposées lors de l'exercice précédent.

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie*	Plaintes fondées*	Plaintes irrecevables	Plaintes en cours	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				1		1
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)						
LOIS ET RÈGLEMENTS						
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	2		2			4
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	1	1	1	1		4
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ¹ ET QUALITÉ DES SERVICES		1	3	1		5
AUDIENCE	2	1				3
CONCILIATION	3	1		1	2	7 **
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS						
SERVICES ESSENTIELS				1		1
ACCREDITATION				1		1
AUTRES		1		7		8
TOTAL :	8	5	6	13	2	34 **

¹ Pour des fins statistiques, le mot personnel inclut également les juges administratifs et les assesseurs.

* Lorsque la plainte a été considérée fondée ou fondée en partie, le Tribunal a pris des mesures pour corriger la situation et apporter les changements nécessaires afin d'éviter qu'une telle situation se reproduise.

** À ce chiffre, s'ajoute une plainte abandonnée.

SOURCE : Service des plaintes

COLLABORATION : Vice-présidence de la qualité et de la cohérence

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 25 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP192

VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ALLOUÉES AU FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Voici la ventilation des sommes allouées pour 2020-2021 :

CNESST	72 807 000 \$
Ministre du Travail	6 000 556 \$
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale	33 700 \$
RBQ	33 700 \$
CCQ	984 300 \$
CMMTQ	33 700 \$
CMEQ	33 700 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 19 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP193

LES CRÉDITS DÉDIÉS AINSI QUE LES COPIES DES ÉTUDES, ANALYSES, RECHERCHES, SONDAGES, ET NOMBRE DE PLAINTES ET PROCÉDURES JUDICIAIRES EN SUIVI DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 33, *LOI MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL CONCERNANT LE MAINTIEN DES SERVICES ESSENTIELS DANS LES SERVICES PUBLICS ET DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC.*

Le Tribunal administratif n'a fait aucun sondage concernant le projet de loi no 33. Quant aux études, analyse ou recherches, nous vous informons que les articles 29.1 (3^e alinéa) et 37 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1) nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements.

Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le Tribunal a ouvert 252 dossiers en matière d'assujettissement et a fermé 206 dossiers, dont 201 par décision en vertu de l'article 111.0.17 du *Code du travail*, 1 par désistement et 4 par fermeture administrative.

Aucune plainte n'a été reçue, et une seule décision rendue par le Tribunal en matière d'assujettissement a fait l'objet d'un pourvoi en contrôle judiciaire.

SOURCE : Vice-présidence des opérations pour les divisions des relations du travail

COLLABORATION : Direction des services juridiques

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP194

DEPUIS LE 30 OCTOBRE 2019, VEUILLEZ FOURNIR :

- a) Les crédits supplémentaires nécessaires au fonctionnement du TAT;**
- b) Le nombre total de postes supplémentaires à combler ventilé par :**
 - régions;
 - directions;
 - poste;
- c) Les dettes engendrées par le Tribunal;**
- d) Le nombre de demandes, de causes et de litiges supplémentaires à traiter;**
- e) Les besoins de locaux, biens matériels et tous autres éléments afin de répondre aux nouvelles fonctions du Tribunal.**

- a) Les crédits supplémentaires nécessaires au fonctionnement du TAT;**

L'entrée en vigueur, le 30 octobre 2019, de la *Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic* (projet de loi 33) n'a nécessité pour le fonctionnement du TAT aucun crédit supplémentaire.

- b) Le nombre total de postes supplémentaires à combler ventilé par :**

- régions;
- directions;
- poste;

Depuis le 30 octobre 2019, le TAT n'a demandé aucun poste permanent supplémentaire en raison de l'entrée en vigueur du projet de loi 33.

- c) Les dettes engendrées par le Tribunal;**

Aucune dette engendrée par le TAT depuis le 30 octobre 2019 en lien avec le projet de loi 33.

- d) Le nombre de demandes, de causes et de litiges supplémentaires à traiter;**

Entre le 30 octobre 2019, date d'entrée en vigueur du projet de loi 33, et le 28 février 2021, le Tribunal administratif du travail a ouvert 541 dossiers en matière d'assujettissement et a fermé 466 dossiers, dont 458 par décision en vertu de l'article 111.0.17 du *Code du travail*.

Les décisions rendues par le Tribunal en matière d'assujettissement n'ont fait l'objet que d'un seul pourvoi judiciaire.

- e) Les besoins de locaux, biens matériels et tous autres éléments afin de répondre aux nouvelles fonctions du Tribunal.**

Les nouvelles fonctions du Tribunal découlant de la *Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic* n'ont entraîné aucun besoin matériel additionnel pour le TAT.

SOURCE : Direction générale des services administratifs et Vice-présidence des opérations RT

COLLABORATION : Direction des services juridiques

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 19 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP195

CONCERNANT LES CONTESTATIONS, VEUILLEZ FOURNIR LE POURCENTAGE AINSI QUE LE NOMBRE DE DÉCISIONS EN FAVEUR DE L'EMPLOYEUR ET EN FAVEUR DE L'EMPLOYÉ.

Nous vous référons à la réponse fournie à la question RP190.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 15 mars 2021